

## Trajectoires stratégiques

Jean Dufourcq (\*)

17 décembre 2008

(\*) *Directeur de recherche au CEREM*

Au cours de l'été 2008, les trajectoires stratégiques des Etats-Unis et de la fédération de Russie se sont croisées en Géorgie, et une fois de plus avec un certain fracas. C'est la troisième occasion significative de tensions depuis la fin de l'empire soviétique, il y a presque 20 ans. Quelles conclusions les Européens placés entre ces deux anciens pôles de la guerre froide en auront-ils tiré ? Une indispensable unité transatlantique face à Moscou ou un nécessaire rééquilibrage d'un euro-atlantisme conquérant par un euro-asiatisme raisonné. L'Histoire le dira ; la tendance semble aujourd'hui à envisager légèrement un nouvel épisode de guerre froide. Une brève rétrospective permet d'analyser quelques quiproquos cristallisés cet été dans le Sud-Caucase et suggère d'examiner une autre perspective.

Avec la liquidation de l'URSS à la fin de la décennie 80, c'est un monde stratégique unifié et simplifié qui disparaissait. Bien des stratèges occidentaux, américains surtout, pensaient alors surtout à exploiter la « victoire froide », victoire sans bataille rangée, en poussant l'avantage le plus loin possible à l'Est. Il s'agissait économiquement de provoquer la privatisation des actifs scientifiques, industriels et énergétiques ex-soviétiques et stratégiquement d'implanter les intérêts occidentaux le plus loin possible en Asie centrale pour encadrer les espaces asiatiques de la nouvelle fédération de Russie, et notamment ses atouts énergétiques. En arrière plan, se cachait l'idée d'aménager le terrain stratégique

pour le prochain défi historique, la probable tension avec la Chine. Donc exploiter d'abord l'avantage stratégique des années 90 plutôt qu'établir un traité pan-européen de paix mettant fin à la compétition des grands vainqueurs de 1945 ou encore lancer un généreux plan Marshall pour intégrer les vaincus exsangues ; de la *grande stratégie* classique.

Libérée par ses soins du soviétisme, la société russe voulait de son côté d'abord sortir de l'isolement stratégique qui l'avait tenue en marge de la modernité politique, économique et sociale et accéder à la prospérité. Elle cherchait comment se raccorder au camp des vainqueurs estimant avoir des droits à faire valoir pour avoir facilité une transition douce, sans bataille, en se libérant d'elle-même ou presque du système soviétique. Mais elle constatait bien vite que la générosité occidentale se concentrait sur ses anciens satellites du pacte de Varsovie, intégrés rapidement dans la communauté euro-atlantique alors que déferlait sur la jeune fédération russe un capitalisme sauvage avide de démanteler le système étatique au profit d'intérêts privés dominés par des oligarques pressés.

La stratégie d'expansion vers l'Asie, portée par l'OTAN, était en fait principalement le fait d'Américains et de Britanniques, agissant en « Outsiders », avec la bonne conscience ou le prétexte d'exporter la liberté et le marché et de surplomber l'avenir. Les Européens continentaux pensaient plus

prosaïquement en « Insiders » à l'unification politique et économique du continent européen après les guerres mondiales qui avaient ravagé et divisé leur espace stratégique. Premiers croisements de trajectoires américaines et russes, premières désillusions.

Après la crise financière russe de 1998, après la tension occidentale avec Milosevic au Kosovo en 1999, l'arrivée au Kremlin du président Poutine déclenchait bientôt un premier rééquilibrage au profit d'intérêts stratégiques russes traditionnels, nettement mieux identifiés et défendus. A la stratégie de privatisation forcenée des actifs russes, succédait une stratégie de reconquête politique et économique par l'Etat russe de ses atouts stratégiques; un retour à l'Etat qui ne s'embarrassait pas trop de précautions oratoires, les opposants étant contraints à l'alignement, la prison ou à l'exil. Ce premier coup d'arrêt à la stratégie d'exploitation par l'Ouest de la victoire sur l'URSS s'accompagnait pourtant du côté russe d'ouvertures régulières, comme le 12 septembre 2001, lors d'une proposition spectaculaire faite par le président Poutine au président Bush de coopération dans la lutte contre le terrorisme dont le rejet immédiat a été une autre occasion manquée. Il y eût également l'intégration poussée de la Russie dans un partenariat concret avec l'OTAN, notamment avec la création du Conseil OTAN/Russie au sommet de Practica di Mare en 2002. Puis il y eût aussi une série d'avertissements plus ou moins solennels, comme à Munich en 2007, à respecter les intérêts russes lors du processus d'indépendance du Kosovo, sur la question du bouclier anti-missile américain ou avant le dernier sommet de Bucarest qui traitait du processus d'adhésion à l'OTAN de l'Ukraine et de la Géorgie. Car la tension s'était élevée d'un cran avec d'un côté le soutien actif américain aux « révolutions

de couleur » dans ces deux pays et les jeux de chat et de souris russes dans la distribution vers l'Ouest du gaz de la Caspienne. En érigeant le secteur énergétique en arme d'affirmation de puissance et de consolidation de ses intérêts régionaux, la Russie avait opéré un deuxième coup d'arrêt à ce qu'elle voyait comme l'invasion de son hinterland. On assistait au cours de cette période à une coopération de plus en plus critique et à des tensions entretenues dans ce qui était devenu une véritable guerre psychologique et économique entre des intérêts américains et des intérêts russes qui avaient fini d'abord par instrumentaliser l'OTAN et enfin par peser sur le développement des nécessaires relations institutionnelles régionales entre l'Union européenne et la fédération de Russie. Deuxième croisement de trajectoire et deuxième source de tensions.

L'affaire géorgienne de l'été 2008 marque un troisième coup d'arrêt, celui-ci stratégique, à l'exploitation de la victoire sur le système soviétique. La Russie en affirmant brutalement ses intérêts stratégiques revient à une politique de puissance fondée sur une capacité de nuisance démontrée. Elle affiche une stricte symétrie entre ses intérêts et ceux du monde occidental auquel elle ne manque pourtant pas de s'assimiler comme « l'un des rameaux de la famille européenne » dont l'Amérique du Nord, fille d'Europe, constitue l'autre rameau. C'est elle qui propose aujourd'hui un pacte paneuropéen de sécurité et une vraie négociation fondée sur des intérêts communs pour la stabilité et la prospérité du continent eurasiatique. Et elle veut être prise au sérieux désormais. Troisième croisement de trajectoire qui concerne beaucoup plus maintenant une Europe qui se cherche que des Etats-Unis secoués par une crise systémique grave et encore

gênés par une élection présidentielle inédite. Une telle situation stratégique qui a mis près de vingt à émerger offre aux Européens une occasion unique d'organiser le continent d'abord selon leurs intérêts, ceux des « Insiders ». Elle leur permet de constituer une Union européenne enfin adulte parce que dégagée de protection extérieure et articulée stratégiquement avec son Est autant qu'elle l'est déjà avec son Ouest. Mais il lui faut encore prendre la mesure de cet enjeu et apprendre à le replacer dans le cadre de la mondialisation. C'est le cas surtout de ses plus jeunes Etats membres qui ont été marqués par le fer soviétique et qui doivent encore apprendre de leurs prédécesseurs le sens de la retenue stratégique pour faciliter la communauté de destin euro-asiatique, celle des peuples qui auront à vivre mieux ensemble sur un continent qui portera demain à peine 600 millions d'habitants, Russes compris, soit un homme sur 12. Cette circonstance unique est aussi une occasion en or pour la fédération de Russie de définir enfin sa place dans le monde développé occidental auquel elle appartient.

Trois croisements critiques non pour déclencher une nouvelle guerre froide qui consacrerait le manque de sang froid et la fin de la pertinence stratégique du monde occidental mais pour établir dans de bonnes conditions à discuter une nouvelle structure politique et économique, mieux articulée de Vancouver à Vladivostok dont l'Europe serait le pivot stratégique naturel.

\*

\* \*